

**N° 220.** — **ARRÊTE** du 2 octobre 1875 autorisant une émission de traites de la somme de 123,707 fr. 27 c. en remboursement des avances faites au service Marine pendant le mois de septembre 1875.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux Iles de la Société,

Vu les bordereaux des mandats payés pendant le mois de septembre 1875, desquels il résulte que la caisse coloniale a avancé au service *Marine*, pour le compte de l'Exercice 1875, une somme de cent vingt-trois mille sept cent sept francs vingt-sept centimes, qu'il est nécessaire de lui rembourser ;

Vu les dispositions de l'ordonnance du 27 mars 1838 ;

Vu également les articles 29 et 30 du décret financier du 26 septembre 1855 ;

Sur la proposition de l'Ordonnateur,

**AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le trésorier-payeur est autorisé à émettre, sur le caissier central du Trésor public à Paris, des traites à trente jours de vue, jusqu'à concurrence de la somme de cent vingt-trois mille sept cent sept francs vingt-sept centimes, à laquelle se montent les avances faites au service *Marine* pendant le mois de septembre 1875, et qui se répartit comme suit :

EXERCICE 1875.		FR.	C.
Chapitre IV.....		48,013	79
— V.....		10,389	95
— VIII.....		17,425	31
— IX.....		94	09
— X.....		47,052	39
— XV.....		731	74
<b>TOTAL.....</b>		<b>123,707</b>	<b>27</b>

Le trésorier morcèlera l'émission en autant de coupures qu'il sera utile pour la facilité du placement.

**Art. 2.** L'Ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera et inséré au *Bulletin officiel* des Etablissements.

Papeete, le 2 octobre 1875.

Signé : O<sup>ve</sup> GILBERT-PIERRE.

Par le Commandant Commissaire de la République :

*L'Ordonnateur,*

Signé : LA BARBE.